

L'évolution du syndicalisme au Ministère du travail

Le SNITMO (syndicat national de l'inspection du travail et de la main d'oeuvre) snitmo se serait créé en 1924 mais nous n'en avons retrouvé aucune trace.

Il faut regarder dans la thèse sur la DD du puy de dôme de Lucot page 131 et suivantes.

Ainsi que dans la thèse de Régine Dhocquois page 197 et s et pages 214 et s

Le Syndicat national de l'Inspection du travail et de la main d'œuvre (SNITMO), fondé en 1924, s'il adhère à la CGT en 1945 devient à nouveau un syndicat autonome en 1948 lors de la scission de 1947 entre la CGT et la CGT-FO.. Le syndicat refuse la scission et se maintient en tant que tel, dans l'autonomie, devant la " nécessité de la reconnaissance de l'impartialité du corps pour les partenaires sociaux mais aussi face aux diverses tendances du mouvement ouvrier ". Le syndicat, qui rassemble la quasi-totalité des inspecteurs du travail jusqu'au milieu des années 1960, définit l'action de l'Inspection en mettant en avant la mission de conciliation (plus que la prévention des accidents du travail ou l'application de la législation sur le travail qui étaient au fondement de la définition du corps avant 1914). Le SNITMO représente " des fonctionnaires neutres, au service d'un Etat neutre ", d'abord chargés d'une mission de conciliation exempte de toute pression susceptible d'en limiter le champ. La mise en avant de l'impartialité de l'inspection du travail est croissante à mesure que la méfiance des syndicats d'entreprise et confédéraux (surtout de la CGT et de la CFDT) à l'égard de l'institution s'exprime au cours des années 1960 : l'inspection est accusée d'inefficacité, on lui reproche de s'être détournée de ses fonctions initiales.

Congrès de l'inspection du travail Nancy 1929 : on y reconnaît Eugène Chaillé (avant dernier rang, et sans cheveux, légèrement à droite) : nous pensons que les femmes présentes sont des inspectrices du travail. Par contre, nous ne savons pas interpréter la présence des quelques enfants.



Lagardede

www.delcampe.net

Il est uniquement un syndicat d'inspecteurs et d'inspectrices du travail et de sa hiérarchie, hégémonique, mais il n'y a à l'époque qu'environ 200 IT et un début de hiérarchie pléthorique. Peu à peu, ce syndicat est dirigé par la hiérarchie (inspecteurs généraux et autres, ce qui fait qu'en 1968, cette même hiérarchie appelle ses adhérents à ne pas faire grève et à attendre les syndicats du privé au bureau, syndicats qui n'ont pas besoin des inspecteurs du travail, le rapport de forces rendant ceux-ci comme inutiles dans les entreprises. Il y a aussi une méfiance certaine pour ce corps qui joue la carte de la participation, de la médiation, de la conciliation. (voir la vidéo de M. Tribot)

En 1968, des contrôleurs sont par contre en grève, mais depuis la création de l'ANPE en 1967, beaucoup sont parties dans cette institution nouvelle.

En 1965, 90% des agents du corps d'inspection sont au SNITMO

En 1967 il y a 188 IT, 97DD, 21 inspecteurs divisionnaires et 2 inspecteurs généraux, c'est dire comment est hiérarchisé le corps d'inspection.

Fortune, Sciurtino, Belavicqua, Pierre Bois sont les « fers de lance » du snitmo

La CGT de 1945 à 1991 est inféodée au PCF. La ligne stalinienne dans tous ses virages est reprise dans la CGT, toujours sur la ligne Thorez, Rochet, Marchais (Afghanistan, Pologne...). (voir le sommaire des archives de l'Unas cgt (voyage en Allemagne de l'est et à Moscou dans les années 60...))

Elle est principalement implantée chez les contrôleurs de la main d'œuvre et les C jusqu'en 1965.

Le PCF au Ministère, après la chute du mur de Berlin n'a plus les moyens de tenir la CGT, mais garde la main en faisant des alliances avec l'objectif de refuser des militants de la LCR

Après 1968, beaucoup de nouveaux recrutés arrivent à la CFDT qui a scissionné avec la CFTC du ministère en 1964; la CFTC présente depuis quelques années ne résiste pas, faute de militants. Les nouveaux militants sympathisent avec une CFDT autogestionnaire qui veut mettre à bas le capitalisme et la crée de fait au Ministère. En 1973, 40 IT sont à la cgt très proche du PCF, 60 à la CFDT et 100 encore au snitmo.

La CFDT est composée de beaucoup de militants arrivés après 1968 reconvertis à l'inspection du travail. (Lire l'article de Reid et la préface loufoque de Gil). La CFDT du Ministère s'opposera jusqu'en 1997, avec d'autres, aux lignes confédérales (le recentrage) successives de la CFDT (lignes d'Edmond Maire, puis de Kaspar puis de Notat) .

Les documents siglés CFDT dans ce site sont donc, pour ceux datant d'avant 1980, des perles (voir un article La CFDT et la lutte de classes) par rapport à ce qui s'est fait ensuite à la Confédération et dans la CFDT des services du Ministère du travail à partir de 1998.

Des cfdétistes créeront sud travail en 1997 après le mouvement de 1995. D'autres partiront plus tard à la FSU chez les enseignants, comprenez qui pourra

Une partie des militants de la CFDT créera l'**association Villermé** en 1981, tout en restant à la CFDT, estimant que les syndicats ne s'occupent pas assez

des questions liées à l'inspection du travail. Quelques cégétistes, sur la pointe des pieds, rejoindront l'association, ostracisés qu'ils sont, dans la CGT.

Cette association à cette époque est constituée pour réfléchir, échanger, agir, mais devient aussi un lobby auprès des Ministres de gauche qui se succèdent. Et peu à peu, elle se retrouve avec une certaine zone d'influence de proximité et épouse les lois Auroux avec de nombreuses illusions ; elle investira ensuite les postes de responsabilités dans la hiérarchie et à l'INT, en prenant de fait, fait et cause pour cette hiérarchie. La suppression de l'autorisation préalable pour les plans de licenciement en 1986 par Seguin est un fend le coeur pour ces militants. Il parle alors de la mort de l'inspection.

De glissements en glissements, ils finiront où ils sont aujourd'hui, pour ce qui concerne ses dirigeants en symbiose avec le rapport Chaze, Bessières etc... L'association, après une apothéose en 1992 1993 lors du centenaire, mourra en 2000, faute de militants inspecteurs, étant en grande partie aller pantoufler ou monter dans la hiérarchie. Cette association a perdu dans son influence du fait que beaucoup ont été pantoufflés dans le privé, ou le semi public. Les autres ont été en grande partie promus, ce qui les a marginalisés.

Deux autres associations beaucoup plus petites s'opposeront à ces errements (l'ADPIT et L611,10, nombreux tracts entre 1997 et 2010)), pour régir à l'IT facilitatrice, partenaire conciliatrice sensible à la « transversalité travail emploi, le mythe du bassin d'emploi etc... Dans les nombreuses contributions écrites lors du centenaire l'on voit cette volonté de glisser du contrôle et de la contrainte à la conciliation et au conseil (Les 4 cons !)

Les élections professionnelles :

En 1972 il y a 7 élus SNIT ; un élu FO et un élu CGT : la CFDT est encore en gestation.

En 1978 il y a un accord CGT CFDT au Ministère avec une liste unitaire pour battre le SNITMO : opération réussie puisqu'elles deviennent majoritaires mais les pratiques syndicales ne sont pas les mêmes : il y a un clientélisme CGT, pour promouvoir ses adhérents en CAP, très prononcé.

Lors des élections en CAP de 1981, la CGT refuse toute nouvelle alliance avec la CFDT, et paradoxalement CGT et CFDT ont chacune séparément de meilleurs résultats : CFDT n°1 et CGT n°2 y compris chez les contrôleurs. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, et toutes les illusions qui vont avec, en est la cause Les CFDTistes et les CGTistes vont truffer les cabinets des ministres socialistes et communistes.

La cgt a une base plus forte évidemment chez les C à l'époque. Fo est implantée à l'ITT, la CFDT à l'agriculture.

Elections du corps de l'inspection du travail

	inscrits	votants	exprimés	cfdt	cgt	Snit Unsa	fo	cftc	sud	Snu FSU
1972					1s	7s	1			
1975	794	704		232	76	259				
1978										
1981				53%	13%	34%				

1984				42%	14,17 s	32,82 s				
1987				436	149	73	169			
				52,7%	18%	8,82	20,56			
1988			839	453	118	76	174			
				53,99	14,6	9,05	20,73			
				5	2	1	4			
1991	1112	934	890	458	151	110	116			
				51,40	16,96	12,35	13,03			
				5	2	1	2			
1994		1086	1026	533	191	150	130			
				51,95	18,62	14,62	14,80			
				6 s	2s	2s				
1998	1542	1220	1177	579	264	176	112	46		
				49,2	22,4	15	9,5	3,9		
				6s	2	2	2	0		
2001	1656		1109	477	240	172	98	0	122	
				43,1	21,6	15,5	8	0	11	
				3s	2	1	0	0	1	
2005	1858	1218	1197	291	291	121	86	0	134	233
				24,3	24,3	10,1	7,1	0	11,2	19,4
				2s	2	1	0	0	1	1
2008	1910	1451	1410	324	403	131	82	27	159	284
				23	28,6	9,2	5,8	1,9	11,3	20,1
				2	2	0	0	0	1	2
2011	1913	1298	1269	273	405	98	59	18	165	251
				23	31,91	7,7	4,6	1,41	13	19,77
				2	3	0	0	0	1	1
2014	2136	1440	1374	285	446	108	71	18	214	232
				20,74	32,4	7,8	5,1	0,13	15,57	16,88
				2	3	0	0	0	1	1

S = sièges en CAP

Le snitmo devient FNSIT puis devient UNSA (issu de l'éclatement de la FEN en 1992-1994) grâce à un décret Balladur, coup de pouce arbitraire, qui la reconnaît miraculeusement représentative au niveau de la fonction publique.

Sud travail se crée fin 1997 en sortant de la CFDT suite au conflit de 1995. Quelques militants de l'île de France n'en peuvent plus de la confédération CFDT, et estimant que le travail d'opposition dans la confédération CFDT est stérile, face à une bureaucratie qui a déjà exclu en 1991 les CFDT postiers (sud PTT) et les hospitaliers (sud santé).

Une grande partie de la CFDT du Ministère continue dans la confédération et conspuent les petits sudistes du Ministère du travail. Elle créera en deux temps le SNU affilié à la FSU sous l'impulsion du SNU anpe qui a décidé de rentrer dans la FSU faisant le pari que cette FSU fusionnerait à court terme avec la confédération CGT. Ces militants seront en fait phagocytés dans la bureaucratie tentaculaire de la FSU avec ses tendances de gauche et de droite, dans un compromis boiteux définitif, mais toujours ancré sur les seuls enseignants du public. Cette opération de rapprochement de la FSU avec la CGT avortera à plusieurs reprises, car les enseignants sont tournés sur eux-mêmes et n'ont pas de visions interprofessionnelles avec le secteur privé.

Les sudistes par contre seront accueillis à bras ouverts dans le G10 devenu ensuite Solidaires (et particulièrement par sud PTT que nous remercions encore) où une large autonomie est donnée aux structures syndicales de base et sud travail pourra intégrer facilement l'interprofessionnelle du privé. (Travail immigré, formations syndicales, conditions de travail...)

Pour les contrôleurs du travail,

Rappelons qu'ils sont aux deux tiers hors section.

Contrôleurs du travail

	inscri ts	votants	exprimés	cfdt	cgt	snit	fo	cftc	sud	snu
1998				688	492	197	259	102	0	0
				39,5	28,3	11,33	14,9	3,9		
2001	3008	1859	1809	468	387	190	243	68	453	0
		61,08%		25,8	21,4	10,5	13,4	2,75	25,4	
				2	2	0	1	0	2	
2005	3294	2040	2001	264	502	211	241	0	448	335
		61,93%		13,9	25	10,54	12	0	22,38	16,74
				1s	2	0	1	0	2	1
2008	3410	2558	2506	343	607	321	288	91	475	381
		73,6%		13,68	24,2	12,81	11,49	3,6	18,95	15,20
				1	2	1	1	0	1	1
2011	3568	2295	2278	256	590	376	244	53	412	347
		63,8%		11,23	25,89	16,50	10,71	2,3	18	15,2
				1	2	1	1	0	1	1
2014	3103	2098	2045	260	527	321	281	49	348	259
		68%		12,7	25,7	15,6	13,7	0,24	17	12,7
				1	2	1	1	0	1	1

Les plus militants syndicalement sont en section d'inspection, comme les IT.

Autant il y a une réflexion syndicale sur les missions exercées en section, autant les autres missions telles que la politique de l'emploi, le contrôle des chômeurs sont peu fouillées. Ceci n'est pas une critique mais un constat qui remonte à 1945. Il est vrai que le service de main d'œuvre a été important mais les agents sont en nombre partis à l'ANPE à sa création en 1967.

Il est vrai aussi que le Ministère du travail a toujours tourné autour de l'inspection pendant des décennies, et le point commun de tous ses agents est le code du travail. (y compris Placement et emploi, formation, professionnelle, Apprentissages...).

Historiquement donc, les plus militants sont en section. Mais il est intéressant de dire que beaucoup d'inspecteurs ont lâché rapidement la section pour la promotion, ce qui n'est pas le cas des contrôleurs qui ont une durée de vie moyenne en section souvent deux ou trois fois plus longue.

Il serait temps que le militantisme hors section se développe dans ce ministère de l'emploi, et de la formation professionnelle.